

France-Portugal

UN ÉTÉ AU PAYS... EN CRISE

Tous les ans, Manuel, Christine et leurs enfants retournent près de Porto pour les vacances. Fiers de leurs racines, ils déplorent le **marasme économique qui frappe leur terre d'origine.**



PAR **CHRISTINE MONIN** PHOTOS **CHRISTOPHE MEIREIS**
ENVOYÉS SPÉCIAUX À SÃO PAIO DE ANTAS (PORTUGAL)

Orléans, ville de lumière, musique assourdissante et bars bondés. La commune de Forjães est en liesse. Cinq jours durant, à la mi-juillet, ce bourg de 2 600 habitants situé dans le nord du Portugal célèbre sainte Marine. Au programme : procession religieuse, feu d'artifice, parade, fanfares... Montant de la facture : environ 60 000 euros. La famille Alves - Christine, 42 ans, Manuel, 44 ans, et leurs enfants, Tania et Nicolas, 16 et 19 ans - presse le pas pour assister au premier d'une longue série de concerts. De juin à septembre, le Portugal s'étourdit de fêtes, comme un pied de nez lancé à la crise. Une parenthèse enchantée pour oublier le taux de chômage, qui dépasse les 15 %, et l'austérité imposée par l'Europe pour redresser les finances publiques. Loin de ce quotidien difficile, la famille Alves, installée en France, savoure son retour au pays.

Entre deux pays, deux cultures

Ce jeudi 17 juillet, la tribu a, comme chaque été, chargé le coffre de l'Audi au petit matin et quitté la banlieue d'Orléans (Loiret) pour quinze heures de voyage, destination São Paio de Antas, à 50 kilomètres de Porto. Un village de granit et de pierre blanche, planté sur une colline qui surplombe l'océan. Pendant quatre semaines, ils séjourneront chez les parents de Christine, Alzira et Guilherme, 66 ans, dans la maison qu'ils ont bâtie en 1979, quand ils pensaient revenir s'installer dans leur village natal, où ils vivent désormais cinq mois par an. Portugaise née en France, mariée à un Portugais arrivé à l'âge de 4 ans, Christine Alves a grandi

entre deux pays, deux cultures. L'histoire de sa famille est frappée du sceau de l'exode, comme celle des 700 000 Portugais qui ont émigré en France entre 1960 et 1975 dans l'espoir d'une vie meilleure, fuyant la dictature du général Salazar et la misère. Son père, maçon, et sa mère, femme de ménage, ont fait leurs balluchons à 16 et 22 ans. Afin d'amasser suffisamment d'argent pour rentrer au pays, ils ont envoyé Christine et ses sœurs vivre au Portugal, chez leur grand-mère maternelle. Pendant neuf ans. Pour finalement choisir de rester définitivement en France, « parce que la vie y était plus facile ».

Bas salaires et faible couverture sociale

De son enfance passée à São Paio de Antas, Christine garde le souvenir d'une vie âpre, où les gamins participaient aux travaux des champs et où la liberté d'expression était encore limitée juste au lendemain de la dictature. Aujourd'hui, en dépit de la douceur de l'été, elle ne s'imagine pas vivre ici : « L'hiver est rude, les salaires sont bas, la couverture sociale, minimale. » Elle voue pourtant un véritable amour au Portugal et à sa culture. A Orléans, elle anime chaque semaine une émission en portugais sur une radio locale. Ses enfants parlent la langue et connaissent le pays dans ses moindres recoins. Très attachée à son village, Christine débute chacun de ses séjours par la tournée des amis et de la famille. Ce matin, dimanche 20 juillet, les Alves font une halte au café de Victor Faria, un cousin qui fut maire du village de 1992 à 2004. Assis sur la terrasse ensoleillée, ils égrènent les souvenirs. São Paio de Antas, un bourg agricole qui ne comptait qu'une poignée d'habitations il y a trente ans, a complètement

Christine, Manuel et leurs enfants, Nicolas et Tania, prennent la route du Portugal chaque été.





DÉPART

Encore quelques sacs, et les Alves atteindront enfin le Portugal après quinze heures de route.



POUVOIR D'ACHAT

Alors que le smic est de 485 euros au Portugal, « les tickets de caisse sont presque aussi élevés qu'en France », déplore Christine, ici avec sa mère.



SYSTÈME D

De nombreux Portugais achètent le poisson à la criée, où les prix sont imbattables.



●●●changé. « On a beaucoup construit, des maisons ont été retapées », constate l'ancien élu. Les champs de maïs ont été remplacés par des grappes des bâtisses blanches aux tuiles rouges construites par les migrants dans les années 1980 et 1990. L'adhésion du Portugal à l'Europe, en 1986, et les fonds communautaires ont fait basculer le village dans la modernité. « Des rues pavées ont remplacé les chemins en terre battue, le tout-à-l'égout, l'eau courante puis le réseau Internet ont été installés, une nouvelle mairie a été édifiée... »

Retour au système D

Mais la crise de 2008 a provoqué un coup d'arrêt. « Les chantiers ont été suspendus. Les prix de l'immobilier ont chuté et certains biens ne trouvent pas preneur. Les jeunes n'obtiennent plus de crédits », regrette Victor Faria. Le nombre d'entreprises en faillite a doublé entre 2008 et 2013, et les salaires ne sont pas toujours versés à la fin du mois. Les prix des produits de la vie courante, en revanche, n'ont pas fléchi. « Au supermarché, le ticket de caisse est presque aussi élevé qu'en France. Même chose pour l'essence », observent Christine et Manuel. Difficile de boucler les fins de mois quand le salaire mensuel minimum plafonne à 485 euros brut. Alors, les habitants du village installent des poulaillers et se remettent à cultiver leur potager. Pour acheter du poisson, ils se rendent directement à la criée, où les maquereaux et poulpes pêchés le matin se vendent entre 1 et 3 euros le kilo. C'est le retour du système D. La nécessité pousse certains à des choix plus radicaux. « Beaucoup de Portugais, jeunes et moins jeunes, quittent le pays pour la France, la Suisse ou les anciennes colonies : Brésil, Angola, Mozambique »,



TRADITIONS

Comme tous les étés, la famille redécouvre avec émotion la région de São Paio de Antas, où Christine a passé son enfance.



“ Beaucoup de Portugais quittent le pays pour la France, la Suisse ou les anciennes colonies ”

Victor Faria, un cousin des Alves

“ Le Portugal n'a jamais été aussi créatif ”

Ruben Alves, 34 ans, réalisateur



Dans son film *La Cage dorée*, qui a remporté un beau succès en 2013 (1,2 million d'entrées en France), le réalisateur franco-portugais parlait avec humour et tendresse de la communauté portugaise établie dans l'Hexagone.

Quel regard portez-vous sur la crise au Portugal ?

La vie y est difficile, mais, pour beaucoup de Portugais, ce n'est pas nouveau. Ils ont appris à se débrouiller. Ils s'en sortent avec un smic à 485 euros, alors que les prix des biens courants sont presque les mêmes qu'en France. Dans les campagnes, la solidarité demeure, mais

beaucoup vivent dans une misère terrible et ne demandent rien, parce qu'ils ont honte.

Les Portugais qui quittent actuellement leur pays sont-ils très différents des personnages de votre film, qui ont rejoint la France dans les années 1970 ?

Certains partent, comme à l'époque, parce qu'ils ne trouvent pas de travail. Mais une nouvelle vague d'émigration est apparue : de jeunes diplômés qui vont au Brésil, en Angola ou au Mozambique, parce qu'il y a là-bas des opportunités à saisir.

La jeunesse portugaise croit-elle encore en son pays ?

Certains s'en vont parce qu'ils pensent ne pas avoir d'avenir au Portugal. Mais, une fois qu'ils ont réussi à l'étranger, beaucoup cherchent à aider le pays, et sont désormais encouragés par le gouvernement. D'autres restent ici et font bouger les choses. Le Portugal n'a jamais été aussi créatif. Dans les domaines économique et culturel, on voit éclore des projets passionnants.

Propos recueillis par C.M.

observe Victor Faria. Comme cet ami de Nicolas, Rui, dont le père, au chômage, a laissé femme et enfants au Portugal pour trouver du travail en France et subvenir aux besoins de sa famille. « On a le sentiment de revivre l'exode des années 1960 et 1970 », déplore Christine. En 2012, 121 418 Portugais ont quitté ce pays de 10,5 millions d'habitants – un chiffre qui dépasse le record de 1966.

Les migrants pris pour des vaches à lait

Sur les marchés et dans les restaurants, les prix flambent au mois d'août. « C'est la période à laquelle reviennent la plupart des migrants », explique Christine, qui s'agace qu'on les prenne pour des « vaches à lait ». Le décalage de niveau de vie avec les autochtones suscite parfois des tensions. « Les résidents nous voient arriver avec nos grosses voitures, ils pensent qu'on est devenus riches. Une fois qu'on leur explique notre vie en France, le prix des loyers, des impôts, etc., ils comprennent. » Chez les Alves, le travail est une valeur sacrée. Manuel cumule deux emplois à temps plein et organise des mariages ●●●



RETROUVAILLES

La famille Alves reçoit pour un barbecue les cousins restés au village. Au son de l'accordéon, on oublie la crise économique le temps d'un été.



●●●le week-end. « On travaille dur toute l'année, alors, en vacances, on profite ! » insiste Christine, qui veille à manger dans les établissements tenus par ses proches. « Rien n'est fait pour faciliter les investissements des migrants au pays. On paie des frais bancaires supplémentaires, il n'y a pas de crédits adaptés... », regrette-t-elle, même si quelques banques ont récemment investi le créneau. Les flux d'argent sont pourtant importants : en 2013, les émigrés portugais établis en France ont transféré plus de 894 millions d'euros vers le Portugal.



Crise ou pas, Forjães, dans le nord du pays, s'offre cette année encore de belles festivités estivales.

Ce soir, la famille Alves reçoit des cousins pour un barbecue. Un rituel qui se répétera tout l'été, chez les uns et les autres. Les retrouvailles sont chaleureuses. Ils sont une vingtaine à partager sardines, chorizo et veau mariné. On trinque à l'été, la crise paraît loin. La plupart des cousins qui vivent ici préfèrent rester optimistes. « On a toujours eu du travail, apprécie Bernardo, 52 ans, et Isabel, 48 ans. On épargne moins, mais on n'a pas de problèmes au quotidien. » Même son de cloche chez Adão et Rosa, 49 et 45 ans, qui s'inquiètent toutefois pour leurs enfants. « Notre fille a eu du mal à trouver un emploi, elle a même pensé à quitter le pays. Depuis deux ans, elle enchaîne les CDD dans une usine de chaussures du village voisin, mais ça reste précaire. »

Pour Maria, 55 ans, et Carlos, 57 ans, la situation est plus difficile. Victime d'un accident du travail, Maria a été licenciée. Le couple ne peut plus compter que sur un seul salaire. Surtout, il subit les défaillances du système de santé portugais. « Il y a de bons médecins, mais il faut patienter longtemps avant d'être pris en charge. » L'opération des yeux dont Maria a besoin ne pourra pas être programmée avant un an. « Pour aller plus vite, il faut passer par le secteur privé. Mais alors, rien n'est remboursé. » En attendant, on se serre les coudes. Ici, la solidarité n'est pas un vain mot. Certains sont bénévoles dans des associations d'aide aux familles en difficulté, d'autres soutiennent les SDF et les toxicomanes. Malgré tout, ce soir, l'humeur est à la fête. Au son de l'accordéon, les convives reprennent en chœur un air populaire, une ode au Portugal et à la liberté. ●

UNE LOTERIE POUR LUTTER CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Pour renflouer ses caisses, le gouvernement incite les Portugais au civisme fiscal... en organisant une tombola. **Une méthode contestée.** PAR CHRISTINE MONIN

Au Portugal, commander un café, prendre un taxi ou dîner au restaurant peut désormais rapporter gros, ou tout au moins faire gagner une voiture de luxe ! Depuis le 17 avril, le gouvernement organise une « loterie de la chance » pour inciter les consommateurs à lutter contre l'économie parallèle en réclamant les factures de leurs achats. Pour participer, il suffit de fournir aux commerçants son numéro d'identité fiscale, pour qu'ils le fassent figurer sur les tickets de caisse, qui deviennent alors des billets de tombola. En jeu : une Audi d'une valeur de 40 000 euros à gagner chaque semaine. Grâce à cette méthode qui a déjà fait ses preuves en Slovaquie, au Brésil ou à Taiwan, le Premier ministre social-démocrate Pedro Passos Coelho espère récupérer entre 600 et 800 millions d'euros.

Face à la crise, tous les moyens sont bons pour renflouer les caisses. Même si le Portugal est, depuis le mois de mai, sorti du plan d'aide européen, la dette publique atteint encore 132% du PIB (elle s'élève en France à 93,6%), et le pays n'est pas à l'abri d'une rechute. Dans ce contexte, lutter contre la fraude peut être très bénéfique, puisque l'économie parallèle représente 27% du PIB (contre 16% pour la moyenne des pays de l'OCDE), selon l'Observatoire de l'économie et de la gestion de la fraude (Obegef). Soit un manque à gagner de 44 milliards d'euros. Mais Carlos Pimenta, le président de l'Obegef, est convaincu que la loterie de la chance se trompe de cible : « Le gouvernement vise en priorité l'économie de la débrouille : les services rendus non déclarés, les produits vendus sans facture... C'est plus facile que de s'attaquer à l'évasion fiscale pratiquée par les grosses entreprises. Pourtant, c'est là que se situe le principal problème. »

Dans un café du centre-ville de Lisbonne, la télévision diffuse le tirage au sort dans l'indifférence générale. Rares sont les Portugais qui approuvent le procédé. « C'est un système pervers, un moyen de contrôler les gens. Que va faire le fisc

des données personnelles collectées ? » s'emporte Ana, 64 ans, retraitée. « Il est juste que tout le monde paie des impôts, mais faire gagner une voiture de luxe, qui plus est fabriquée à l'étranger, à des gens qui peinent à joindre les deux bouts, c'est absurde », pointe Liliانا, une pharmacienne de 27 ans. Un Portugais sur cinq vit avec moins de 409 euros par mois et, avec la crise, un tiers des véhicules en circulation sont immobilisés car leurs propriétaires n'ont plus les moyens de payer l'essence, l'assurance et les péages. Pour Jorge Morgado, secrétaire général de Deco, la plus grande association de consommateurs du pays, « en reliant les impôts à un jeu de hasard, le gouvernement se trompe de message. Il devrait plutôt lancer une campagne d'information pour convaincre les citoyens que payer des impôts est fondamental pour avoir des écoles, des hôpitaux... »

Derrière la caisse de son petit restaurant, João fait un bilan mitigé : « La moitié des clients ne veulent pas donner leur numéro d'identité fiscale. » Même constat pour Edna, vendeuse dans un magasin de vêtements. La plupart des commerçants, déjà échaudés par la hausse de la TVA de 13% à 23% décidée en 2012, sont opposés à cette tombola. L'Association de l'hôtellerie et de la restauration (AHRESP), de son côté, en approuve le principe tout en critiquant la méthode. « C'est une charge indirecte pour nos entreprises, dénonce sa présidente, Ana Jacinto. A raison d'une minute par client, le temps perdu à demander le numéro fiscal pourrait représenter 600 000 heures par an pour le secteur. C'est intenable ! » Beaucoup estiment que seul l'allègement de la pression fiscale, qui a crû de 35% entre 2012 et 2013, pourrait réduire les paiements au noir. Mais le gouvernement fait la sourde oreille.



Comme dans ce café de Lisbonne, les résultats de la loterie, annoncés à la télé, semblent laisser la plupart des Portugais impassibles.

PHOTO © PIERRE-YVES MARZIN

“ Rien n'est fait pour faciliter les investissements des migrants au pays ” Christine Alves